3013
Cao / NFBSM

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale

STRATEGIE NATIONALE POUR L'EGALITE ET L'EQUITE DE GENRE AU SENEGAL

TERMES DE REFERENCE GLOBAUX

Octobre 2004

Chapitre 4. Schéma de mise en œuvre de la Stratégie

- Modalités d'exécution, de coordination et de suivi-évaluation
- Mécanismes d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie.
- Besoin et structure de financement de la Stratégie

Conclusion

Annexes

Annexe 1 : Personnes rencontrées

Annexe 2 : Bibliographie Consultée

VII/ PLAN DU DOCUMENT

Le document de Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre est structuré comme suit :

Liste des sigles et acronymes

Préface de son Excellence Monsieur Abdoulaye WADE, Président de la République du Sénégal

Introduction

- ✓ Pertinence d'une Stratégie Nationale pour l'Egalité et l'Equité de Genre (SNEEG) pour le pays.
- ✓ Une vision pour le XXI^{ème} siècle : Spécifier la vision du pays par rapport à l'égalité et à l'équité entre hommes et femmes ; Où on veut aller et qu'est-ce qu'on veut atteindre ? Quel projet de société ? Quelle efficacité pour le développement ? Avec quel degré d'engagement de l'Etat et des autres parties prenantes ?
- ✓ But et objectifs de la SNEEG.
- ✓ Principes directeurs.
- ✓ Bénéficiaires de la SNEEG.
- ✓ Démarche adoptée pour la formulation de la SNEEG.
- ✓ Durée de mise en œuvre de la SNEEG.
- ✓ Plan du document.

Chapitre 1. Contexte

1.1. Environnement international et régional

- Instruments et orientations politiques (Déclaration de Beijing, Beijing + 5, CEDAW, CIPD + 10 (juin 2004), Déclaration du Millénaire et OMD, NEPAD)
- Lien avec l'égalité et l'équité de genre.

1.2. Contexte national

- Situation géographique.
- Contexte social, politique et juridique.
- Orientations en matière de développement (X^{ème} Plan, DPPA, DSRP, PDIS, PDEF, ...).
- Articulation entre l'égalité de genre et les objectifs du DSRP et des OMD.

Chapitre 2. Analyse de la situation actuelle de l'équité et de l'égalité de genre au Sénégal

- Caractéristiques de l'équité et de l'égalité de genre au Sénégal.
- Acquis et avancées en 2004.
- Leçons tirées des stratégies de réponse mises en oeuvre au niveau national
- Contraintes persistantes

Chapitre 3. Cadre stratégique d'intervention

- Enjeux de l'équité et de l'égalité de genre au Sénégal.
- Orientations stratégiques et résultats attendus
- Objectifs globaux et stratégies d'intervention.
- Matrice logique de la Stratégie.

L'exercice de formulation se déroulera par étape ; il sera conduit selon un processus itératif tant au niveau des séances plénières que des travaux de groupe. Trois ateliers de restitution seront organisés après chaque étape en vue de favoriser les échanges d'expériences entre les membres et d'adopter des propositions consensuelles aux différentes phases d'analyse et de planification.

Au vu des résultats de l'évaluation finale du PANAF, il s'agira de procéder à (i) l'actualisation de l'analyse de situation du genre au Sénégal, sur la base d'une *revue documentaire* couvrant la période 2001- 2004 et des discussions de groupe qui seront menées à l'aide de *grilles d'analyse* élaborées à cet effet ; (ii) l'exposé de la vision des différents acteurs de développement sur le genre et du type de société souhaité pour le Sénégal, à partir d'*entrevues* qui seront menées auprès des parties prenantes et (iii) la planification du nouveau cadre de référence pour la promotion du genre à l'aide d'une *matrice logique d'intervention*.

La rédaction des différentes parties du document de référence se fera sur la base des informations collectées et des résultats des entrevues et discussions de groupe. *Des canevas de rédaction* seront proposés pour chaque partie du document.

Un atelier méthodologique sera organisé pour marquer le démarrage du processus de formulation de la Stratégie. Il aura pour objet de partager les informations concernant le processus de formulation ainsi que les outils de travail qui seront utilisés.

Des consultations au niveau décentralisé seront organisées autour du draft de la Stratégie. Ainsi, il est prévu de tenir trois ateliers: un premier atelier regroupant les régions du Sud, un deuxième les régions du Nord et un troisième celles du centre. Ces concertations ont pour objet de recueillir les contributions des populations à la base et de tenir compte des priorités et spécificités de chaque région.

V / DUREE DU PROCESSUS

Le processus de formulation du 3^{ème} cadre de référence est prévu sur une période de **22 semaines allant du 1^{er} octobre 2004 au 06 mars 2005**. L'option de mener un tel exercice dans ces délais exige d'une part une organisation rigoureuse du processus et d'autre part un engagement effectif de toutes les parties impliquées. Toute défaillance hypothéquera la finalisation de l'exercice à la date indiquée.

VI/ COÛT DU PROCESSUS

Le processus comprend plusieurs activités dont le budget est estimé à **29.040.500 F.CFA**. Le financement du budget sera assuré par l'Etat, à travers le Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale et les Partenaires Techniques et Financiers impliqués dans la promotion de l'égalité de genre.

Le budget détaillé est joint en annexe.

institutionnels d'intervention et des pratiques qui sous-tendent le processus de développement de notre pays.

A cet effet, un troisième cadre de référence pour la promotion de l'équité et de l'égalité de genre s'avère nécessaire. L'élaboration d'un tel cadre sera l'occasion de procéder à cette introspection à l'effet de situer de manière consensuelle la problématique du genre dans le développement, d'expliciter une vision partagée par toutes les composantes de la société sur la question et de définir les voies et moyens qui permettront de lever définitivement les contraintes fondamentales et structurelles à la contribution efficace des hommes et des femmes au développement.

Aujourd'hui encore, le défi à relever pour le Sénégal est un défi de développement durable et équitable où la valeur ajoutée de l'égalité et de l'équité de genre sera effectivement prise en compte et intégrée dans toutes les actions de développement.

Le troisième cadre de référence aura comme préoccupation majeure l'intégration effective du genre dans les actions de développement. Il sera matérialisé par la formulation d'une stratégie nationale, intitulée «**Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre**» (SNEEG). L'option pour une stratégie répond au souci de disposer d'un outil opérationnel qui aura pour effet de faciliter la traduction des orientations stratégiques et objectifs retenus en résultats concrets dont la faisabilité s'inscrit dans des conditions maîtrisées et réalistes.

II/ OBJECTIFS DE LA STRATEGIE NATIONALE POUR L'EQUITE ET L'EGALITE DE GENRE

Les objectifs visés par la Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre sont de :

- clarifier la vision des questions de genre au niveau de l'Etat mais aussi au niveau des autres acteurs de développement ;
- déterminer les nouvelles orientations et priorités d'action pour accélérer la promotion équitable des femmes et des hommes dans la société ;
- Faciliter la prise en compte des questions de genre par les interventions en matière de développement.

III/ DISPOSITIF ORGANISATIONNEL, ROLES ET RESPONSABILITES

L'exercice de formulation de la Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre est confié à **une équipe multidisciplinaire** composée des représentants des ministères techniques, de la société civile et des partenaires techniques et financiers. **La Direction de la Famille et le Projet Genre** en assurent la supervision. **Un comité restreint** coordonné par une consultante nationale, est chargé d'appuyer techniquement le processus. Il sera fait appel à **des personnes ressources** comme facilitateurs des groupes de travail et pour appuyer le comité technique ad hoc à certaines étapes du processus. La liste des membres du comité restreint, de l'équipe multidisciplinaire et des personnes ressources est reproduite à l'annexe 1.

IV/ DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre sera élaborée selon une démarche participative et décentralisée, basée sur **l'analyse comparative entre les sexes** plus connue sous le nom d'**analyse selon le genre** et **l'approche programme**. Ces deux approches guideront la réflexion tout au long de la formulation du cadre de référence.

I/ CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Conformément aux recommandations de Beijing (1995), le gouvernement du Sénégal a élaboré un deuxième Plan d'action National de la Femme (PANAF) dans le but de renforcer le pouvoir d'action des femmes dans tous les domaines et d'éliminer toutes les formes de discrimination à leur égard.

Au terme de la mise en œuvre du PANAF, durant la période 1997-2001, le Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale, structure en charge de la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes au Sénégal, a procédé à son évaluation à l'effet de mesurer les résultats obtenus et d'identifier les contraintes qui restent à lever pour atteindre les objectifs visés par le PANAF.

Ainsi, il a été relevé que des avancées significatives ont été faites, dans la période d'exécution du PANAF, notamment aux niveaux (i) du renforcement des capacités organisationnelles des femmes et de leur plus grande autonomie d'action dans les questions de développement (ii) de l'amélioration de l'état de santé des femmes sénégalaises à travers l'introduction progressive des Soins Obstétricaux d'Urgence et des Soins Après Avortement ; (iii) de la scolarisation des filles avec des actions positives pour leur maintien dans le système et le développement de programmes d'alphabétisation « priorité femmes » ; (iv) de l'amélioration du statut juridique des femmes grâce à l'égalité « de jure » rendue effective par des dispositions constitutionnelles et l'adoption de la loi de 1999 sur les violences faites aux femmes, (v) de l'amélioration des positions des femmes dans les instances politiques et dans les postes nominatifs et (vi) de l'amélioration de l'offre de financements pour les femmes avec la multiplication des mutuelles et groupements d'épargne et de crédit.

Toutefois, les résultats obtenus sont en deçà de ceux escomptés à ce jour. Les disparités et les discriminations basées sur le sexe sont encore perceptibles dans tous les domaines. La vulnérabilité de la femme et de la petite fille est largement corroborée par les taux différentiels de scolarisation et d'accès aux services de base, ainsi que par les disparités de fait observées aux niveaux de l'accès à la terre, de l'accès et du contrôle des ressources techniques et financières, de la qualification et de l'accès à l'emploi. A cela s'ajoutent les effets de la pauvreté qui affectent particulièrement les femmes, l'impact croissant de la pandémie du SIDA sur les femmes et les enfants ainsi que les violences à leur endroit.

Ainsi, au terme de cette évaluation, il apparaît qu'il reste encore beaucoup à faire pour assurer la promotion effective des questions de genre au Sénégal. Celle-ci passera nécessairement par la création d'un environnement institutionnel opérationnel capable de prendre en charge efficacement la corrélation existant entre le genre et le développement et de soutenir la réalisation des enjeux liés (i) à la satisfaction des besoins pratiques et stratégiques des hommes et des femmes, (ii) à leur participation au développement et (iii) au contrôle et à la jouissance équitable de ses bénéfices.

Lutter contre la pauvreté et asseoir un développement durable sont certes liés à la croissance économique mais relèvent également d'une justice sociale qui passe par la reconnaissance des inégalités sociales de genre et par une reconsidération de la vision, des stratégies, des cadres

Liste des sigles et abréviations

CDD	:	Comité départemental de développement
CEDAW	:	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CONGAD	:	Consortium des organisations non gouvernementales
CRD	:	Comité régional de développement
DPPA	:	Déclaration de politique de population actualisée
DSRP	:	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
DSRP	:	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ES	:	Egalité entre les sexes
MEF	:	Ministère de l'Economie et des Finances
MFDSSN	:	Ministère de la famille, du développement social et de la solidarité nationale
MFSN	:	Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale
MGF	:	Mutilations génitales féminines
NEPAD	:	Nouveau partenariat pour le Développement de l'Afrique
ONG	:	Organisation non gouvernementale
PANAF	:	Plan d'action national de la femme sénégalaise
PDEF	:	Programme Décennal de l'Education et de la Formation
PDIS	:	Programme de développement intégré de la santé
PELCP	:	Programme élargi de lutte contre la pauvreté
PLCP	:	Programme de lutte contre la pauvreté
PTF	:	Partenaire technique et financier
RSJ	:	Réseau Siggil Jigëen
SNEEG	:	Stratégie nationale pour l'égalité et l'équité de genre
TDR	:	Termes de référence

SOMMAIRE

- I. Contexte et justification
- II. Objectifs de la stratégie
- III. Dispositif organisationnel
- IV. Démarche méthodologique
- V. Durée du processus de formulation
- VI. Coût du processus
- VII. Plan du document de stratégie
- VIII. Echancier des travaux

ANNEXES

- Annexe 1. Listes des membres du Comité technique ad hoc, de l'Equipe multidisciplinaire et des personnes ressources
- Annexe 2. Liste des documents à consulter
- Annexe 3. Budget prévisionnel

ANNEXE 2 : LISTE DES DOCUMENTS DE BASE A CONSULTER

1. Documents de référence

- X^{ème} Plan de Développement Economique et Social, 2002
- Déclaration de Politique de Population (DPP), mars 2002
- Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP)
- Déclaration et Objectifs du Millénaire pour le Développement (2000)
- Rapport national sur le développement humain
- Etat de la population (2004)
- Rapport Banque Mondiale sur les conditions de vie au Sénégal
- Rapport Banque mondiale sur le genre au Sénégal
- Analyse de la situation des enfants et des femmes UNICEF/ 2003
- Enquête Auprès des Ménages (ESAM2)
- Femmes 2015
- Plan d'action National de la Femme (PANAF 1997-2001)
- Plans d'action régionaux /PANAF
- Plan National d'Opérations/ PANAF
- Rapport Evaluation à mi-parcours du PANAF (1999)
- Rapport d'Evaluation Finale du PANAF (2003)
- Rapport d'Evaluation de la mise en œuvre de Beijing par le Gouvernement
- Rapport d'Evaluation de la mise en œuvre de Beijing par les ONG
- Projet de loi d'orientation agro-sylvo-pastorale

2. Domaine économie et pauvreté

- Lettres de politique sectorielle
- Programmes nationaux et projets sectoriels
- Plans d'opérations du DSRP, rapports de suivi
- Projet Crédit pour les Femmes du MFSN (PCF)
- Projet de Lutte Contre la Pauvreté (PLCP)
- Programme Elargie de Lutte Contre la Pauvreté (PELCP)
- Programme AFDS
- Programme de stratégie de développement du secteur privé
- Programmes d'appui conduits par les ONG et Organisations bilatérales et multilatérales impliquées dans la lutte contre la pauvreté

3. Domaine social et culturel

- Programme de Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF)
- Bilan Education Pour Tous
- Rapports des organisations spécialisées : FAWE, ORGENS, etc.
- Rapports des projets nationaux : PAGPF, PDRH, PAPA, PAPF, etc.
- Programmes d'appui conduits par les ONG/Associations dans le domaine de l'éducation et la formation
- Enquêtes EDS 3
- Enquête sur les indicateurs de santé / ESIS
- Programme de Développement Intégré de la Santé
- Etudes menées dans le cadre du PANAF (violences conjugales, mutilations génitales féminines, etc.)
- Programmes d'appui conduits par les ONG et organisations bilatérales et multilatérales impliquées dans la santé et la SR

III/ PERSONNES RESSOURCES

1. Un expert de la Cellule de suivi de la pauvreté / Domaine économie et pauvreté
2. Oumou Khaïry Niang / Domaine social et culturel
- 3 Nafissatou Faye Ndiaye / Domaine droits, citoyenneté et prise de décision
4. Oumy Diagne Ndiaye / Domaine institutionnel et communication

IV/ CONSULTANTE

Astou Diop-Diagne, Economiste-Planificateur, Expert en Genre et Développement

N°	STRUCTURES	REPRESENTANTS			
		NOM	PRENOM	FONCTION	CONTACT
GROUPE 4 : DOMAINE MECANISMES INSTITUTIONNEL ET COMMUNICATION					
1	Ministère de l'Information, de l'intégration économique africaine et de la Promotion des Technologies de l'Information et de la Communication				
2	Ministère de la Coopération décentralisé et de la Planification régionale				
3	Ministère de la recherche Scientifique				
4	Ministère du Plan et du Développement Durable/ DPRH				
5	Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale / DF**				
6	Service Régional du MFDSSN de Dakar				
7	Service Départemental du MFDSSN de Rufisque				
8	CENAF/MFDSSN				
9	Projet Crédit/ MFDSSN				
10	Cellule AT/CEPEC/ MEF				
11	Direction de la prévision et de la Statistique/ MEF				
12	CNCAS				
13	PAMECAS				
14	CONGAD				
15	AFARD				
16	Nénuphar				
17	Collectif des Femmes Parlementaires				
18	AFDS				
19	Réseau des Parlementaires pour la Population				
20	Réseau des Journalistes pour la Population				
21	Réseau des Communicateurs Traditionnels				
22	Association des Professionnels de la Communication du Sénégal (APAC/Sénégal)				
23	Parti politique (PS)				
24	Parti politique PIT				
25	Parti politique LDMPT				
26	Parti politique (PDS)				
27	Parti politique AJ/PADS				
28	Parti politique RND				
30	UNICEF/ Unité Suivi-Evaluation				

N°	STRUCTURES	REPRESENTANTS		
		NOM	PRENOM	FONCTION
GROUPE 3 : DOMAINE DROITS, CITOYENNETE ET PRISE DE DECISION				
1	Ministère de la Justice			
2	Ministère des Collectivités locales et de la Décentralisation			
3	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature			
	Ministère des Forces Armées			
4	Ministère des Affaires Etrangères			
5	Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale /DF**			
6	Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale /DPEDE			
7	Projet Genre / MFDSSN			
8	Service Départemental du MFDSSN de Pikine			
9	Collectif des Femmes Parlementaires			
10	Association des maires du Sénégal			
11	Tribunal départemental de Dakar			
12	IFAN Cheikh Anta Diop			
13	Réseau Siggil Jigéen			
14	COSEF			
15	Association des Femmes Juristes			
16	Association des Femmes Handicapées			
17	CVLF			
18	CIJ/RADI			
19	RADDHO			
20	Réseau Islam et Population			
21	RAFET			
22	CAEDHU			
23	RIFAD			
24	WILDAF			
25	UNSAS(Syndicat)			
26	UDTS (Syndicat)			
27	CSA (Syndicat)			
28	UNIFEM			
29	ACDI			
30	Fondation Friedrich Ebert (FFE)			

N°	STRUCTURES	REPRESENTANTS			
		NOM	PRENOM	FONCTION	CONTACT
GROUPE 2 : DOMAINE SOCIAL ET CULTUREL					
1	Ministère de l'Education / DPREE				
2	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle				
3	Ministère de l'Alphabétisation et des Langues Nationales				
4	Ministère de la Santé				
5	Ministère l'Economie et des Finances/ DCEF				
6	Ministère de la Prévention, de l'Hygiène publique et de l'Assainissement				
7	Ministère du Patrimoine Bâti, de l'Habitat et de la Construction				
8	Ministère de la Culture et du Patrimoine historique classé				
9	Ministère des Sports				
10	PDIS / Min. Santé				
11	PDEF/ Min. Education				
12	Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale / DF**				
13	Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale / DSDS				
14	Projet Pires Formes de Travail des Enfants (PPFTE)				
15	Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale / DASSN				
16	Service Départemental du MFDSSN de Dakar				
17	INEADE				
18	Fédération des Associations Féminines du Sénégal (FAFS)				
19	Forum des Educatrices Africaines (FAWE)				
20	Association pour l'Education à la Vie Familiale (AEVF)				
21	ORGENS				
22	ANAFSA				
23	Association des Femmes Diplômées de l'Université (AFDU)				
24	Réseau Islam, Education, SIDA				
25	AFMEN				
26	TOSTAN				
27	SWAA				
28	COSEPRAT				
29	UDEN (Syndicat)				
30	CADEF !Sénégal				
31	UNFPA				
32	OMS				

ANNEXE 1 : Liste des membres du comité technique ad hoc, de l'équipe multidisciplinaire et des personnes ressources

I/ COMITE TECHNIQUE AD HOC

1. Un représentant de la Direction de la Famille/ MFDSSN
2. Un représentant de la Cellule de Suivi de la Pauvreté / MFDSSN
3. Aminata Diouf Ndiaye, Conseiller Technique Genre/ MFDSSN
4. Absa Wade Ngom, Coordinatrice du Projet Genre / UNFPA/ MFDSSN
5. Mamadou Guèye, Conseiller Technique / MFDSSN

II/ EQUIPE MULTIDISCIPLINAIRE

N°	STRUCTURES	REPRESENTANTS			
		NOM	PRENOM	FONCTION	CONTACT
GROUPE 1 : DOMAINE ECONOMIE ET PAUVRETE					
1	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique				
2	Ministère des PME, de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Micro Finance				
3	Ministère de l'Industrie et de l'Artisanat				
4	Ministère du Commerce				
5	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature				
6	Ministère de l'Economie Maritime				
7	Ministère de la Fonction Publique, de l'Emploi et des Organisations Professionnelles				
8	Ministère du Plan et du Développement Durable/ DP				
9	Ministère du Tourisme				
10	Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale / DF **				
11	Service Départemental du MFDSSN de Guédiawaye				
12	Agence du Fonds de Développement Social (AFDS)				
13	Projet de lutte contre la pauvreté (PLCP)				
14	Projet d'Appui à la Réduction de la Pauvreté (PAREP)				
15	Conseil National du patronat				
16	Fédération Nationale des Groupements de Promotion Féminine (FNGPF)				
17	CNCR				
18	ASELFAE				
19	RASEF				
20	Association pour la Promotion de la Femme (APF)				
21	UNACOIS				
22	UNACOIS/DEF				
23	AFEPES				
24	COCOGES				
25	ANPF				
26	Association des Femmes Entrepreneurs				
27	PNUD				
28	Banque Mondiale				
29	FAO				
30	BIT				
31	ENDA Tiers Monde				

VIII/ CALENDRIER DES ACTIVITES

PERIODE	DATE	ACTIVITES	PRODUITS ATTENDUS	RESPONSABLES
DEMARRAGE PROCESSUS	Vendredi - Sam. - Dimanche 01 - 02 - 03 octobre 04	Planification du processus de formulation du 3 ^{ème} cadre de référence	Elaboration des TDR	Comité technique ad hoc et Astou
	Lundi - Mardi 04 - 05 octobre 04	Finalisation des TDR	Termes de référence et méthodologie élaborés Dispositif organisationnel défini	Comité technique ad hoc et Astou
SEMAINE 1	Mercredi - Jeudi - Vendredi 06 - 07 - 08 octobre 04	Elaboration du budget Rédaction des requêtes	Budget prévisionnel élaboré Information des partenaires techniques et financiers sur le processus	Comité technique ad hoc et Astou
	Samedi - Dimanche 09 - 10 octobre 04	Finalisation du budget et des requêtes	Requêtes de financement élaborées	
	Lundi - Mardi 11 - 12 octobre 04	Rédaction des lettres d'information Ministres, société civile, partenaires, directeurs et projets Elaboration des outils d'analyse et de planification	Information des membres des différents organes mis en place et invitation à l'atelier méthodologique - Grilles d'analyse - Matrice de planification - Canevas de rédaction pour les différentes parties du document - Etapes d'élaboration	Comité technique ad hoc et Astou
SEMAINE 2	Mercredi - Jeudi - Vendredi 13 - 14 - 15 octobre 04	Envoi des requêtes Elaboration des outils d'analyse et de planification (suite)	Requêtes envoyées le 13/10/04 -----	Comité technique ad hoc et Astou
	Samedi - Dimanche 16 - 17 octobre 04	Elaboration outils (suite)	Outils disponibles	Astou

4. Domaine droits, citoyenneté et prise de décision

- La Constitution
- Les Textes et Lois/droits des femmes de 1997 à 2004
- Participation des femmes dans les élections 1988, 1999, 2001.
- Représentation des femmes et des hommes dans les instances politiques et de développement
- Etudes menées dans le cadre du PANAF (Observatoire des droits des femmes, place des femmes dans les instances de décision, etc.
- Rapports d'évaluation à mi-parcours et final du Projet des droits et renforcement du pouvoir des femmes sénégalaises (PDPF).
- Programmes d'appui conduits par les ONG et organisations bilatérales et multilatérales impliquées dans le domaine de la défense des intérêts stratégiques des femmes

5. Domaine institutionnel et communication

- Mécanismes de promotion du genre :
 - MFDSSN : Missions, dispositif organisationnel, ressources humaines et financières, programmes d'intervention, partenariats et mécanismes de collaboration, mécanismes de suivi.
 - Partenaires de la société civile : Cibles, domaines et zones d'intervention, capacités organisationnelle et technique, moyens humains et financiers, partenariats, etc.
 - Partenaires Techniques et Financiers : Cibles, domaines et zones d'intervention, ressources consacrées aux questions de genre, programmes d'intervention et degré de prise en compte des questions de genre, partenariats, etc.
 - Institutions de financement formels et mutualistes : Cibles, domaines et zones d'intervention, capacités organisationnelle et technique, moyens humains et financiers, partenariats, etc.
 - Secteur privé / entreprises : Cibles, domaines et zones d'intervention, ressources consacrées aux questions de genre, programmes d'intervention et degré de prise en compte des questions de genre, partenariat, etc.
 - Mécanismes de communication : Cibles, domaines et zones d'intervention, capacités organisationnelle et technique, moyens humains et financiers, partenariat, etc.
-